

CNESER du 6 juillet 2021

Intervention CGT sur le Point Rentrée 2021

06/07/2021

Point 1 : Présentation des conclusions des travaux de la mission préparatoire à la rentrée 2021 - Présentation par Françoise Moulin-Civil Mission d'appui dédiée à la rentrée 2021

C'est avec une profonde tristesse et une grande colère que les camarades CGT personnels des établissements d'enseignement supérieur et de recherche ont pris connaissance de ce rapport et votre présentation ici ne nous rassure pas.

Depuis 16 mois, ils se battent encore plus que d'habitude pour faire entendre les besoins et les revendications des collègues ; depuis des années, ils revendiquent des moyens pour le service public d'ESR, pour un enseignement supérieur gratuit laïque et émancipateur : la crise sanitaire n'a fait qu'exacerber des défaillances pointées depuis longtemps : le désengagement de l'Etat, la volonté assumée de privatiser l'ESR et de réduire le nombre de fonctionnaires, tout ce qui a généré depuis 16 mois des conditions de travail et d'études délétères.

Dans votre rapport, Madame, il n'est question de création de postes que pour « des ingénieurs pédagogiques et de techniciens audiovisuels » en soutien à l'enseignement à distance, il n'est question d'investissement que pour « L'équipement de salles et d'amphithéâtres en moyens de captation efficaces ».

Nos mandaté.es au CHSCT ministériel, avec les autres organisations, ont voté de nombreux avis ces derniers mois, aucun n'a été entendu et en réponse vous nous proposez de plus en plus de reporting, vous concevez qu'il faut des moyens, mais « pour le pilotage, pour le suivi et pour l'observation ».

Depuis le cafouillage total de la mi-mars 2020, l'absence de PCA, ordres et contre-ordres, ouverture, fermeture, demi-jauges et confinement, les collègues enseignants ou BIATSS n'en peuvent plus, et vous, vous nous proposez de prévoir des emplois du temps « souples et adaptables », de travailler sur toute la semaine et en amplitude horaire élargie !

Le CHSCT ministériel, le CT ministériel, les organisations syndicales et étudiantes ici au CNESER, la CGT en particulier, vous demandent depuis des mois :

- des moyens en postes (services techniques pour les bâtiments et l'entretien, administratif pour les réorganisations des emplois du temps et des relations avec les étudiant·es, enseignant·es pour le sur-travail engendré par le travail à distance) et aussi en réhabilitation et entretien de l'immobilier (salles de cours correctes, ventilations, filtres, sanitaires, capteurs de contrôle de la qualité de l'air, etc.) ;
- des recrutements pour améliorer l'analyse sanitaire des salles, les jauges, l'état des fenêtres et des mécanismes de ventilation ; il faut des moyens pour assurer le déploiement des capteurs CO2 pour jauger le renouvellement de l'air dans les salles ; pour l'analyse des sanitaires, le nettoyage fréquent des toilettes et leur ventilation, la pose de couvercles lorsqu'il n'y en a pas ; il faut des moyens pour mettre en œuvre les mesures sanitaires pour les espaces de restauration, l'agrandissement des espaces, la ventilation,

L'énergie invraisemblable déployée par le ministère à appliquer les « réformes » décidées avant la crise, contre la volonté des travailleurs et des travailleuses et au mépris des instances, aurait pu utilement être consacrée à préparer efficacement cette rentrée. Et pourtant, aujourd'hui :

- dans les IUT, la mise en place du BUT va laisser les équipes exsangues,
- dans les INSPE la réforme se fait à marche forcée dans des conditions terribles
- dans les études de santé, suite à votre réforme, les étudiants sont aujourd'hui en grande souffrance
- et dans les instances, le traitement en urgence des décrets d'application de la LPR que les établissements vont devoir intégrer à l'arrache à la rentrée, va saccager l'ESR.

Et aujourd'hui, ce que vous avez à nous proposer, c'est de « poursuivre la montée en compétences des établissements en termes d'hybridation » ?

Pour la CGT, encore une fois, le MESR ne prend pas la mesure de la situation dramatique des établissements de l'ESR et de ses agent-es, dont les conditions de travail ne cessent de se dégrader, et dont la charge de travail ne cesse d'augmenter. Il ne prend pas non plus la mesure des risques que continue à faire peser la situation sanitaire.

Les annonces de la ministre sur les places supplémentaires dans les universités, sont à juger à cette aune : 34 000 nouvelles places annoncées par la Ministre la semaine dernière mais aucun poste ? Aucun recrutement ? Il faudrait a minima 2 000 postes d'enseignants pour accueillir ces étudiants ! Et la construction de locaux et des moyens qui vont avec. Rappelons que les organisations syndicales de l'ESR estiment à 65 000 postes de titulaires le besoin de recrutement sur les 10 années à venir et à 8 500 pour la seule rentrée 2021.

Nous revendiquons également un effort budgétaire programmé sur 10 ans de trois milliards d'euros supplémentaires par an dont 1Md€ pour la recherche et 2Md€ pour l'enseignement supérieur.

Et nous allons rappeler les revendications de nos organisations et de la CGT, et qui seront portées aussi par nos camarades qui se rassembleront devant le ministère à 11h tout à l'heure :

En plus des moyens nécessaires à la réouverture des universités et pour protéger personnels et étudiants dans le contexte incertain de la crise sanitaire, nous demandons :

- la revalorisation du traitement indiciaire
- la titularisation de tous les contractuels sur missions pérennes
- la création de tous les postes nécessaires !
- le maintien des diplômes et concours nationaux qualifiants : abandon du BUT, abandon de la réforme de la formation des enseignant-es et ouverture de véritables négociations !
- l'arrêt de l'individualisation des rémunérations et de la mise en concurrence du personnel : abandon du RIFSEEP, retrait du RIPEC !
- l'arrêt de la contractualisation du personnel et de la mise en cause des statuts : abandon de toutes les mesures LPR en ce sens, notamment les chaires de professeurs juniors, les contrats de projets, les « CDI » de mission !
- des mesures de rattrapage des dégâts occasionnés par le « distanciel » à la transmission des connaissances chez les lycéens et étudiants, avec les dotations budgétaires pour ce faire !
- réouverture de toutes les universités avec tous les cours, CM, TD, TP en présentiel dans le respect des maquettes !
- Non à la dégradation de nos missions, statuts et rémunérations ! Non à la « virtualisation » de l'enseignement

La recherche et l'enseignement supérieur sont des ressources fondamentales pour faire face à l'ensemble des défis que présentent les crises contemporaines, qu'elles soient sanitaires, écologiques ou sociales, tant pour trouver les solutions qu'elles exigent, que pour nourrir un débat démocratique informé par la culture scientifique et permettre à de nouvelles générations d'avoir les armes pour faire face à un monde incertain.

L'échec structurel et systémique de notre pays à investir dans ces secteurs à un niveau suffisant est un échec face à l'avenir.